

d'ailleurs, que l'honorable député d'York-Sud s'oppose carrément à l'intervention des Américains au Vietnam...

M. Lewis: D'accord.

M. Caouette: Il est d'accord! Toutefois, lorsqu'il propose au Parlement de demander aux Américains de se retirer du Vietnam, il demande en même temps au gouvernement canadien d'intervenir dans la politique intérieure du Biafra. Cela n'est pas logique. L'honorable député d'York-Sud est donc inconséquent lorsqu'il prétend appuyer le Vietnam du Sud. Je crois sincèrement qu'il appuie le Vietnam du Nord.

Monsieur l'Orateur, je suis d'avis que la guerre au Vietnam doit cesser le plus tôt possible, car toute guerre, selon moi, n'a pas sa raison d'être. A mon sens, il y a tellement de place pour la compréhension, la collaboration et la cordialité dans le monde que les conflits ne devraient pas exister. Selon moi, le rôle principal du Canada—quel qu'il soit—de même que celui du peuple canadien, consiste à intervenir partout où il est possible de faire régner la paix, afin que les nations s'entendent et que l'être humain jouisse de plus de sécurité économique possible dans la liberté.

[Traduction]

M. l'Orateur: Nous allons maintenant revenir à la période des questions.

QUESTIONS ORALES

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

VIETNAM DU NORD—LA DÉTERMINATION DES ATROCITÉS PAR LE VIETCONG

[Français]

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

A la suite de la déclaration qu'il vient de faire à la Chambre, j'aimerais lui demander si, en sa qualité de membre de la Commission internationale de contrôle, le Canada peut s'assurer que l'on créera au Vietnam du Nord des organismes judiciaires habilités à condamner ou à étudier les actes criminels qui auraient pu être commis par le Vietcong?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur. Comme je l'ai dit dans ma déclaration, toutes les tentatives de la Commission internationale de contrôle pour enquêter sur les massacres commis dans les deux camps se sont heurtées à un refus systématique.

[M. Caouette.]

M. Valade: Monsieur l'Orateur, je voulais savoir quel mécanisme judiciaire existe au Vietnam du Nord pour s'occuper de questions telles que des atrocités commises par le Vietcong.

L'hon. M. Sharp: Je n'ai aucun renseignement précis à ce sujet, monsieur l'Orateur, et j'hésite à répondre à cette question. Je ne voudrais pas me montrer injuste envers quel que pays que ce soit.

L'IMMIGRATION

LA DEMANDE DE VISA DE M. KAZIMIERZ LASKY

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. J'ai posé la même question le 8 décembre. De fait, j'avais donné avis de ma question au bureau du ministre et j'avais écrit au ministre, et j'attendais une réponse du ministre suppléant. Comme la constitution est en veilleuse pour quelque temps, pourrais-je savoir pourquoi M. Lasky n'a pas été admis au Canada?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, sauf erreur, la question a été inscrite pour l'arrière-soirée et j'aimerais profiter de cette occasion, ou d'une occasion ultérieure, pour développer ma réponse plus que d'ordinaire. En attendant, je dirai au député qu'un visa a été refusé au professeur Lasky parce qu'il ne satisfaisait pas aux exigences de l'immigration. J'en dirai davantage plus tard.

L'INDUSTRIE

L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE—L'EMPLOI DE MAIN-D'ŒUVRE CANADIENNE

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme il pourrait y avoir, paraît-il, des réductions dans la production des automobiles en Amérique du Nord, le ministre peut-il assurer à la Chambre qu'au cours des entretiens prévus pour bientôt avec les représentants du gouvernement des États-Unis, il prendra des mesures pour faire en sorte que le pourcentage de la main-d'œuvre canadienne employée dans cette industrie ne tombe pas au-dessous des niveaux actuels?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Une manière d'y parvenir, monsieur l'Orateur, c'est de maintenir les sauvegardes de l'accord sur l'automobile présentement en vigueur et d'essayer de les améliorer si nous le pouvons, et c'est ce que nous essayons de faire.